



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 123 – 13 JUILLET 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**DJIBOUTI :  
INAUGURATION  
DE LA DJIBOUTI  
FREE TRADE  
ZONE**

**BENIN :**  
STANDARD & POOR'S  
ATTRIBUE AU PAYS UNE  
NOTE DE RISQUE  
SOVERAIN B+ APRES 6  
ANS SANS EVALUATION

**ANGOLA :**  
VOTE D'UNE LOI SUR LE  
RAPATRIEMENT DES  
CAPITAUX

**NIGER :**  
4 ACCORDS DE  
FINANCEMENT D'UN  
MONTANT GLOBAL DE  
51 Mds FCFA  
(77,8 M EUR)

**SEYCHELLES :**  
MISE EN PLACE D'UN  
NOUVEAU CADRE  
REGLEMENTAIRE POUR  
AMELIORER  
L'ATTRACTIVITE DU PAYS  
AUPRES DES  
INVESTISSEURS

**CAMEROUN :**  
LE CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DU  
FMI APPROUVE LA  
DEUXIEME REVUE DE  
SON PROGRAMME  
ECONOMIQUE

**AFRIQUE DU SUD :**  
LANCEMENT D'UN  
PROGRAMME DE  
PROMOTION DU  
COMMERCE AVEC  
L'AFRIQUE PAR ECIC  
ET L'AFREXIMBANK

**UGANDA :**  
REECHELONNEMENT DU  
PRET DE LA CENTRALE  
HYDROELECTRIQUE DE  
BUJAGALI

**COTE D'IVOIRE :**  
9 Mds USD  
D'INVESTISSEMENTS  
POTENTIELS GRACE A  
LA TRANSITION  
ENERGETIQUE D'ICI  
2030



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ **Namibie: le président a signé dimanche l'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine**

Cette signature pourrait augurer d'un changement de vision par rapport à une politique protégeant l'industrie nationale naissante.

✉ [Lea.bettini@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Lea.bettini@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ **Inauguration de la voie routière Burkina Faso-Côte d'Ivoire**

Après 10 mois de travaux, la route RN7 a été réhabilitée et élargie. Long de 72 850 km, le tronçon concerné par les travaux débute à l'entrée de Banfora (route de Sidéradougou, sud-ouest du pays) et finit à la frontière de la Côte d'Ivoire au niveau du pont Léraba. Les travaux ont mobilisé 6,7 Mds FCFA (10,2 M EUR), financés par le Fonds spécial routier du Burkina Faso.

✉ [valerie.traore@dgtrésor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ **Signature d'un accord de pêche entre la Mauritanie et le Sénégal**

Cet accord autorise les pêcheurs sénégalais à accéder aux zones de pêches mauritaniennes et à utiliser 400 embarcations pour un quota de 50 000 tonnes/an. L'accord précise également que les prises seront débarquées sur les ports mauritaniens ou par transbordement de manière à garantir l'identification des quantités prises. De ces prises, 6 % seront destinées à l'approvisionnement du marché mauritanien. En échange, les Mauritaniens percevront l'équivalent de 15 M EUR par tonne pêché, montant destiné à couvrir les frais de procédure de contrôle des quantités pêchées.

✉ [mamadou.anne@dgtrésor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtrésor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : hausse de l'excédent commercial en mai à 3,5 Mds ZAR

En mai, la balance commerciale a affiché un excédent de 3,5 Mds ZAR après un chiffre révisé de 1,7 Mds en avril dernier. La reprise des exportations (+16 % en g.m) a compensé celle des importations (+13,5 % en g.m) et a contribué positivement au solde commercial. Les principaux facteurs positifs sont les hausses mensuelles des exportations de véhicules et de matériel de transport (+29 %), des légumes (+56 %), des produits chimiques (+28 %) et des machines et appareils électroniques (+14 %). Toutefois, sur les cinq premiers mois de 2018, la balance commerciale de l'Afrique du Sud a enregistré un déficit de 14,2 Mds de rands, contre un excédent de 16,4 Mds de rands, durant la même période de 2017. En 2018, les exportations devraient bénéficier de la reprise de l'économie mondiale et du renchérissement des produits de base, tandis que les importations seraient soutenues par l'évolution de la demande intérieure et l'appréciation du rand.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Botswana : hausse du PIB à 4,8 % en g.a pour le 1<sup>er</sup> trimestre de 2018

Le PIB du Botswana au T1 2018 s'est établi à 4,8 % en g.a. La croissance a été tirée par l'exploitation minière (+ 12,1 %), le transport et les communications (+ 6,5 %), les services financiers et commerciaux et commerciaux (+5,4 %) et le secteur manufacturier (+4,4 %). À court terme, la croissance devrait atteindre 4 % en 2018 et 4,3 % en 2019, soutenue par une reprise des prix des produits de base (en particulier les diamants), la résilience dans le secteur des services et une stabilité dans l'approvisionnement en eau et en électricité.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zambie : croissance du PIB de 2,6 % en g.a pour le 1<sup>er</sup> trimestre de 2018

La croissance de la Zambie au T1 2018 a ralenti à 2,6 % en g.a contre 3,2 % à la même période l'année dernière. Le secteur des mines a été le principal contributeur, avec une augmentation de 14 % en g.a, en grande partie due aux effets de base, l'industrie ayant reculé de 5,1 % au T1 2017. Sa contribution globale à la croissance a été de 1,4 point de pourcentage, toutefois, il existe peu de possibilités d'expansion en raison de la faiblesse des nouvelles activités d'exploration au cours des dernières années et de la certaine stabilité des prix du cuivre à moyen-terme. En 2018, la croissance pourrait souffrir d'une baisse de la demande mondiale en cuivre.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Benin : Standard & Poor's attribue au pays une note de risque souverain B+ après 6 ans sans évaluation

Cette notation, associée à une perspective stable, fait suite à la mission effectuée en mars dernier par Fitch et Moody's. Elle positionne le Bénin, à l'instar du Sénégal et du Kenya, au premier rang des pays d'Afrique évalués par l'agence S&P (hors Afrique du Sud et Maroc), devant des pays tels que le Nigeria ou le Rwanda (B, perspective Stable). La dernière notation datait de février 2012 avec un niveau B, perspective négative.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : hausse de près de 4 % de la dette extérieure estimée à 4,1 Mds USD fin 2017**

D'après le rapport annuel 2017 de la Banque centrale de Mauritanie (BCM), cette augmentation s'explique par de nouveaux décaissements sur emprunts extérieurs et de mouvements de change. Le taux d'endettement global par rapport au PIB est néanmoins revenu à 82,2 % contre 83,4 % en 2016, grâce à une dynamique plus forte de la croissance économique. Le ratio du service de la dette extérieure se situait à 12,9 % en 2017. La Mauritanie est classée en risque de surendettement élevé par le FMI.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : la performance fiscale en deçà des objectifs établis dans le budget 2017/18**

Seuls 11,7 Mds USD de recettes fiscales ont été collectées sur la période s'étalant de juillet 2017 à mai 2018 contre un objectif pour l'année budgétaire 2017/18 fixé à 14 Mds USD. Il reste donc 2,3 Mds USD à collecter sur le seul mois de juin 2018, un objectif qui paraît difficilement atteignable. L'objectif initial de collecte, établi à 15 Mds USD, avait déjà été revu à la baisse et ce, à cause de la sécheresse et de la période électorale prolongée. Face à ce constat, le gouvernement a d'ores et déjà pris plusieurs mesures comme l'introduction de la TVA sur les produits pétroliers, décidée en mars 2018 et qui prendra effet en septembre 2018. De nouvelles mesures proposées dans le nouveau budget 2018/19 sont quant à elles déjà effectives comme l'augmentation de la taxe sur les transactions M-Pesa.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : rebond des prix de l'immobilier au Kenya**

Les prix de l'immobilier kényan (prix de vente et loyer) poursuivent leur hausse au second trimestre 2018. Selon l'enquête trimestrielle établie par le cabinet immobilier *Hass Consult Real Estate*, les prix à la vente ont augmenté de 3,6 % entre le premier et le second trimestre 2018 contre une augmentation de 3,3 % pour les loyers sur cette même période. Ce rebond, amorcé fin 2017, fait suite à une année électorale particulièrement morose : en 2017, les prix à la vente ont chuté de 4,1 % et les loyers de 3,9 %. Au total les prix de l'immobilier au Kenya ont été multipliés par 4,5 depuis 2000.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : rectification du taux de prélèvement sur les opérations de paiement mobile**

Le 5 juillet, le président Museveni est revenu sur l'introduction d'une taxe sur l'utilisation des réseaux sociaux équivalente à un prélèvement quotidien de 200 UGX (0,05 USD). S'il a confirmé cette taxe pour des raisons morales et économiques diverses, il a en revanche annoncé la baisse de la taxe portant sur le paiement mobile. Cette dernière va ainsi être divisée par deux, passant de 1 % à 0,5 % du montant transféré. Cette décision intervient dans un contexte de mécontentement grandissant au sein de la population quant à la politique fiscale menée par le gouvernement.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Angola : vote d'une loi sur le rapatriement des capitaux

Les citoyens ainsi que les entreprises angolaises ont jusqu'à la fin de l'année pour rapatrier leurs avoirs illégalement sortis du territoire. Passée cette date, le rapatriement pourra se faire de manière coercitive. Cette loi exclut les crimes liés au financement du terrorisme au trafic humain et à la drogue. Malgré les demandes de l'opposition qui réclamait une taxation sur ces sommes détournées illégalement, le rapatriement « volontaire » permettra l'exonération de toute poursuite judiciaire et du paiement de quelconque impôt, des incitations fiscales étant même prévues pour les fraudeurs repentis.

✉ [quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Benin : adoption d'un nouveau code pénal

L'Assemblée nationale a adopté le nouveau Code pénal, dix-sept ans après avoir reçu le texte. Parmi les nouvelles dispositions, figure la pénalisation (article 929) de la vente illicite de l'essence, dite *kpayo*. Le gouvernement promet d'accompagner la reconversion des petits revendeurs pendant une période de six mois. Cette importante décision devrait permettre de relancer la Société nationale de commercialisation des produits pétroliers (SONACOP), qui exploite 94 stations et 7 dépôts.

✉ [pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : lancement officiel du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique

D'un coût global de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) pour une période de 5 ans, et financé par l'UE, le PAGPS se structure autour de deux sous-programmes visant à (1) promouvoir une gestion saine des finances publiques et (2) renforcer le système statistique national.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : lancement du 2<sup>nd</sup> Plan d'actions de politique sectorielle (PAPS) du ministère de la justice et des droits de l'Homme visant à améliorer l'Etat de droit

En ligne avec le PND 2016-2020 et le PAPS1, ce nouveau PAPS est conçu sur la base d'une méthode participative et vise à améliorer le système judiciaire et pénitentiaire national. Il est articulé autour de trois axes : (1) l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire ; (2) la transparence des institutions judiciaires ; (3) la modernisation du système pénitentiaire. Prévue pour couvrir la période 2016-2020, la mise en œuvre du PAPS 2 est estimée à 210 Mds FCFA (320 M EUR).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : la direction générale des impôts (DGI) obtient la note la plus basse lors d'une évaluation de ses performances**

Cet audit externe, réalisé selon la méthodologie du *Tax Administration Diagnostic Assessment Tool* (TADAT) développée par le FMI, mesure les performances des systèmes d'administration fiscale par rapport aux bonnes pratiques internationales. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme des réformes de gestion des finances publiques (PRGFP 2017-2020) adopté par le gouvernement du Niger et ses partenaires techniques et financiers. La DGI a obtenu une note globale de D, soit la note la plus basse.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Niger : 4 accords de financement d'un montant global de 51 Mds FCFA (77,8 M EUR)**

Un accord de don de 4,5 millions de Droits de tirage spéciaux (DTS) et un prêt de 15,9 M EUR ont été signés avec l'Association internationale de développement (AID), au profit du projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel. Les trois autres accords concernent des prêts de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) en faveur (1) du projet de renforcement de la résilience de l'agriculture face au changement climatique pour 10 Mds FCFA (15 M EUR), (2) de la réhabilitation et l'aménagement des routes Bella II-Gaya-Bénin, Bella II-Sabon Gari et Gaya-Nigéria, pour 15 Mds FCFA (23 M EUR) et (3) du projet d'électrification rurale par micros centrales hybrides pour 12 Mds FCFA (18 M EUR).

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Sénégal : AkonBlockchain4Sénégal**

En juin, l'artiste et producteur Akon a annoncé le lancement de sa crypto-monnaie à travers l'Afrique, le AKoin, ainsi que le développement d'une ville au Sénégal dans laquelle la population utiliserait uniquement le AKoin, qui s'avérerait être un gage de stabilité, de sécurité et de transparence favorable aux micro-échanges et au développement économique. Ces deux initiatives s'inscrivent dans une démarche de développement durable en créant des opportunités pour les jeunes entrepreneurs, les marques étrangères et les jeunes sans emploi. Une volonté, selon Akon, de "redonner le pouvoir au peuple" sans faire appel à la charité étrangère.

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

▼ **Congo-Brazzaville : mission d'assistance technique du FMI à Brazzaville**

Cette mission d'audit en matière d'administration douanière et fiscale venait identifier les mesures concrètes à mettre en place à court terme pour mobiliser les recettes de l'Etat et à moyen terme celles devant renforcer les compétences au sein du ministère des Finances, alors que le constat est très mitigé : non application des textes législatifs et réglementaires existants en termes de taxes (TVA, taxes d'accise, frais sur les requêtes en contentieux, etc.), déficit de contrôle de l'administration fiscale et douanière, dans un système pourtant déclaratif, faible taux de recouvrement. La mission a davantage focalisé ses interventions sur le conseil en matière de gouvernance, jugeant que le niveau technique avait été abordé lors des précédentes missions.

✉ [Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : nouveau président de la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE)**

Nommé président de la CBE, Bacha Gina, a officiellement pris ses fonctions le 8 juillet, remplaçant Bekalu Zeleke qui occupait ce poste depuis 2008 et qui est désormais gouverneur adjoint de la *National Bank of Ethiopia*. Avec avoir été analyste du risque-crédit à *Awash Bank*, Bach Gina avait été nommé Vice-Président de la *Cooperative Oromia Bank*.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : mise en place d'un nouveau cadre réglementaire pour améliorer l'attractivité du pays auprès des investisseurs**

Après plusieurs mois de consultations internes, le gouvernement vient d'arrêter une série de nouvelles mesures destinées à instaurer un cadre plus stable et plus transparent vis-à-vis des investisseurs privés. Pour ce faire, le cadre juridique actuel va-êtré revisité et modernisé. En parallèle, le gouvernement entend introduire les meilleures pratiques et standards internationaux pour inciter les investisseurs à mieux respecter les enjeux environnementaux et les critères locaux de cohésion socio-culturelle. Le *Seychelles Investment Act* de 2010 devrait-êtré amendé sensiblement au cours de ces prochaines semaines. Les autorités entendent ainsi améliorer le positionnement des Seychelles dans l'indice annuel de la Banque mondiale *Ease of Doing Business* (95<sup>ème</sup> aujourd'hui).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Cameroun : le Conseil d'administration du FMI approuve la deuxième revue de son programme économique

Cette approbation permettra au Cameroun de bénéficier d'un nouveau décaissement de 77,8 M USD, soit environ 44 Mds FCFA. Le Conseil relève cependant la performance mitigée du pays sur la période revue, principalement en raison des dépassements de dépenses enregistrés en fin d'année 2017. Trois critères quantitatifs de réalisation du programme sur un total de quatre n'ont pas été respectés. Les équipes du FMI affichent toutefois leur satisfaction quant à la mise en œuvre des réformes structurelles ainsi qu'au rythme plus élevé que prévu de restauration des réserves de change.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Centrafrique : le FMI approuve un décaissement de 17,9 Mds FCFA

Le FMI a approuvé un décaissement de près de 17,9 Mds FCFA en faveur de la République centrafricaine à la suite de la validation par le Conseil d'administration de la 4<sup>ème</sup> revue de son programme adossé à une facilité élargie de crédit (FEC). Bien que la RCA n'ait pas respecté le critère du programme portant sur la mobilisation des recettes publiques, le directeur général adjoint du FMI a salué les résultats obtenus malgré les conditions sécuritaires et humanitaires difficiles qui prévalent dans le pays. Les autorités centrafricaines auraient accéléré l'exécution de leur programme de réformes et de leur plan d'investissement public.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : la France s'implique dans la numérisation des archives nationales

Le ministre congolais de la Culture et des arts et la directrice générale du patrimoine des archives de France ont échangé, le 10 juillet à Brazzaville, sur les possibilités de valoriser et de conserver, au moyen de la numérisation, le patrimoine des archives congolaises, encore sur format papier. En appui à l'institution française, la société Arkhenum, branche du groupe français AGS spécialisée dans l'archivage patrimonial, sera chargée de transporter ces archives dans des locaux adaptés et de les numériser selon les normes de qualité. Ce travail devrait être fait dans les délais de sorte que le Congo-Brazzaville soit outillé lors de la Conférence nationale des archives qui se tiendra fin novembre au Cameroun.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad-Cameroun : le financement de l'interconnexion électrique Tchad-Cameroun bientôt bouclé

Le secrétaire permanent du Pool énergétique d'Afrique centrale (PEAC), en marge de l'atelier de formation sur l'analyse des projets d'énergies propres, d'efficacité énergétique et de régulation du secteur, a affirmé que 77 % du financement était trouvé (avec la participation de la Banque africaine de Développement et de l'Union européenne) et que la Banque islamique de Développement (BID) s'était engagée à financer le solde.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

▼ **Afrique du Sud : lancement d'un programme de promotion du commerce avec l'Afrique par ECIC et l'Afreximbank**

Le mardi 26 juin, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et Export Credit Insurance Corporation d'Afrique du Sud SOC Limited (ECIC), un organisme public d'assurance contre les risques politiques et commerciaux au profit des exportateurs sud-africains, ont lancé un programme de financement de 1 Md USD pour développer le commerce entre l'Afrique du Sud et le reste du continent. Dénommé programme de promotion du commerce et de l'investissement en Afrique du Sud (SATIPP), il offrira, entre autres, des services de conseil et des garanties aux investisseurs sud-africains. Selon le Dr. Benedict Oramah, président d'Afreximbank, cette initiative « permettra de soutenir les entreprises par des initiatives de renforcement des capacités et d'information sur les marchés. Elle permettra également aux PME de rejoindre les chaînes d'approvisionnement régionales ».

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Benin : 21 M USD sur 5 ans après l'inscription du parc animalier W-Arly - Pendjari (W.A.P.) au patrimoine mondial de l'UNESCO**

L'inscription sur cette liste consacre la valeur universelle exceptionnelle d'un bien culturel ou naturel afin qu'il soit protégé au bénéfice de l'humanité. L'ONG sud-africaine *African Parks Networks* avait signé antérieurement un contrat d'affermage de 10 ans avec l'Etat béninois pour la protection et la gestion du parc de la Pendjari. Le programme est évalué à 21 M USD sur 5 ans, dont 6 M USD seront apportés par l'Etat.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : nouveau cadre de partenariat (CPF) adopté par la Banque mondiale pour 2018-2023**

La Banque mondiale avait pris l'engagement, lors de la table ronde sur le financement du PNDES à Paris en décembre 2016, d'accompagner le Burkina Faso dans la mise en œuvre de son plan de développement. Ce partenariat vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie afin de créer des emplois productifs, à renforcer les investissements en capital humain et développer la protection sociale. À ce jour, plus de 800 MUSD ont été alloués au pays par la Banque. Ce nouveau cadre prévoit plus de 2 Mds USD de dons et crédits concessionnels à allouer sur la période, avec notamment un financement record de 300 MUSD récemment alloué au secteur stratégique de l'eau et de l'assainissement.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 13<sup>ème</sup> édition des Journées de l'entrepreneuriat**

Les 13<sup>èmes</sup> Journées de l'entrepreneuriat burkinabè (JEB) organisées par la Maison de l'entreprise ont eu lieu du 5 au 7 juillet 2018 à Ouagadougou. Les projets d'entreprises jugés les plus innovants ont été récompensés par des prix en espèces de 61 MFCFA (93 000 EUR) et d'autres prix non financiers (assistance technique, bourses d'études, connexion d'internet, billets d'avion). Le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat Harouna Kaboré a par ailleurs annoncé que le gouvernement lancera en septembre prochain un projet de 1 Md FCFA (1,5 M EUR) pour soutenir 130 PME.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 193,5 Mds FCFA (295 M EUR) d'investissements bénéficiaires des dispositions du Code des investissements au 1<sup>er</sup> trimestre 2018**

Au titre du régime d'agrément à l'investissement et du régime de la déclaration à l'investissement, 61 entreprises ont obtenu un avis favorable pour y bénéficier. Le montant total estimé des investissements projetés sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est en hausse de 114,4 % par rapport à 2017. 13 entreprises ont effectivement réalisé des investissements à hauteur de 21 Mds FCFA (32 M EUR), contre 28 Mds FCFA (42,7 M EUR) projetés. Ces entreprises ont créé 971 emplois contre 356 initialement prévus. Pour rappel, le secteur industriel a enregistré en 2017 le niveau d'investissements le plus élevé avec près de 50 Mds FCFA (76 M EUR).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : près de 15 Mds FCFA (23 M EUR) pour l'approvisionnement en eau à Bouaké et dans les régions du Nord et Centre-Nord suite aux intempéries**

Deux programmes d'urgence ont été lancés par le gouvernement : (1) le premier à Bouaké, pour 5 Mds FCFA (7,6 M EUR), avec la distribution d'eau par camions citernes, la réalisation de forages d'appoint, la réhabilitation de pompes, et la pose d'unités de traitement d'eau. Une conduite de transfert d'eau du lac de Kossou à la station de traitement de la Loka situé à Bouaké va également être construite ; (2) le second dans 14 localités des régions du Nord et Centre-Nord, pour 9,6 Mds FCFA (14,6 M EUR), afin de réhabiliter les retenues d'eau, les unités de traitement et l'installation d'unités compactes de traitement.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 3 accords de prêt signés avec la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour un montant total de 55 Mds FCFA (83,8 M EUR)**

Le 1<sup>er</sup> accord de financement (15,5 Mds FCFA, soit 23,6 M EUR) prévoit la construction de quatre barrages pour la riziculture et le maraîcher dans les régions du Folon et du Kabadougou (nord-ouest). Le 2<sup>ème</sup> accord (10 Mds FCFA, 15,2 M EUR) vise l'installation de deux réservoirs pour les quartiers de Marcory, Port-Bouet et Treichville afin de renforcer le système d'alimentation en eau potable d'Abidjan. Enfin, le 3<sup>ème</sup> accord (29,5 Mds FCFA, 45 M EUR) financera le projet de renforcement et de sécurisation du réseau d'assainissement du district d'Abidjan, suite, entre autres, aux récentes inondations.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : visite du président Emmanuel Macron**

Le Président a apporté le soutien de la France à l'initiative de l'Union africaine visant à assurer un financement autonome et prévisible aux opérations militaires africaines, et a appelé à une rapide mise en œuvre du soutien international au G5 Sahel. Cette visite a par ailleurs été l'occasion pour l'AFD de signer trois conventions de financement : (1) 10 M EUR en appui au Programme national du secteur de l'éducation, formation et insertion (PNDSE II) ; (2) 10,5 M EUR pour la relance de l'irrigué dans les régions du Gorgol et du Guidimakha (ASARIGG) et (3) 500 000 EUR en appui au Fonds d'études et de renforcement de capacités (FERC) pour le développement des PPP dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : prêt de la SFI à ARM Cement

Le Conseil d'administration de la SFI a approuvé un prêt de 12 Mds KES (119 M USD) à l'entreprise *ARM Cement*, en parallèle d'un prêt de 2 Mds KES (20 M USD) du britannique *CDC Group*, par ailleurs actionnaire à hauteur de 40,7 % de l'entreprise. Ces prêts visent à permettre à l'entreprise de restructurer sa dette et à diminuer les tensions sur sa trésorerie : en juin dernier, l'entreprise a fait défaut sur le paiement d'intérêts estimés à 10 M KES (100 000 USD) et l'entreprise *Deloitte* a récemment mis à jour une dette non provisionnée de sa filiale *Maweni Limestone* d'un montant de 21 Mds KES (208 M USD). L'entreprise compte aujourd'hui revendre plusieurs de ses filiales en Tanzanie et au Kenya dans le cadre de son plan de restructuration.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : financements saoudiens à hauteur de 150 M USD

A l'occasion de sa visite officielle à Maurice, le ministre de l'Intérieur saoudien a fait état d'une promesse de financements concessionnels pour un montant total d'environ 150 M USD. L'Arabie Saoudite financera notamment la construction de l'hôpital universitaire de Flacq et l'achat d'équipements médicaux pour un montant total de 50 M USD sous la forme d'un prêt fortement concessionnel. Maurice a également obtenu 10 M USD sous forme de dons pour la construction de drains à travers l'île et ce, suite aux dégâts causés par le cyclone Berguita en janvier. Les 90 M USD restants devraient financer un programme de logements sociaux ainsi qu'une contribution pour la construction de la nouvelle piste d'atterrissage de Rodrigues.

✉ Hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ouganda : rééchelonnement du prêt de la centrale hydroélectrique de Bujagali

Le gouvernement ougandais a signé un accord avec la SFI pour étendre de 15 ans la période du remboursement du prêt octroyé pour la construction de la centrale hydroélectrique de Bujagali qui est, pour l'heure, le principal pourvoyeur d'électricité du pays (250 MW). Cet accord se traduira par une baisse des mensualités dues par le consortium *Bujagali Energy Limited* (BEL) à ses créanciers et permettra une baisse significative du coût de l'électricité supporté par les 39 principaux industriels ougandais, qui bénéficient d'un tarif préférentiel. La baisse est estimée à 22 %, faisant passer le tarif moyen de 395 UGX (0,10 USD) par kWh à 308 UGX (0,08 USD).

✉ Hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : 4 M USD débloqués pour la recherche

La ministre tanzanienne de l'Éducation, des Sciences et des Technologies, Joyce Ndalichako, a fait savoir mercredi que le gouvernement avait attribué 4 M USD pour soutenir la recherche sur des projets de développement. Le budget du gouvernement sera attribué en majeure partie à la commission pour la science et la technologie (COSTECH), qui gère actuellement huit projets de développement sur l'archipel de Zanzibar, visant à trouver des solutions à des problèmes spécifiques de cette région dans les domaines du tourisme durable, de l'agroalimentaire, de l'aquaculture et des maladies non transmissibles.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : lancement du 4<sup>ème</sup> plan de transformation de l'agriculture (PSTA4)

Ce plan de 6 ans (2018-2024) coûtera 2,6 M EUR et sera financé par le gouvernement rwandais, l'UE et le secteur privé. Il a pour objectif final la diminution du taux de pauvreté dans le pays et ce, grâce à une amélioration de la productivité agricole. Il en est attendu une croissance de 10 % du secteur ainsi que la création de plus de 200 000 emplois par an. Ce nouveau plan confirme la volonté du Rwanda d'appuyer le CAADP (*Comprehensive Africa Agriculture Development Program*) porté par l'Union africaine.

📧 [Philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:Philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Benin : lancement officiel du Fonds national de développement agricole (FNDA) de 294 Mds FCFA (448,2 M EUR)

Créé en 2014, puis restructuré en 2017, le FNDA doit constituer un relai du Fonds régional de développement agricole (FRDA) de l'UEMOA en appui au financement agricole pendant 5 ans. Il décline ses activités selon trois guichets : la réalisation d'investissements structurants, l'accès aux services non financiers et l'accès aux services financiers. L'Etat a assuré une première dotation au fonds de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR), alors que d'autres dotations seront annoncées dans les prochaines semaines. Le fonds facilitera l'accès au crédit du secteur agricole à travers des subventions ciblées et des instruments financiers adaptés (fonds de garantie, bonification d'intérêts etc.).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Rwanda : prévision à la hausse pour les exportations de café en 2018

Les autorités rwandaises prévoient une hausse du volume des exportations de café, qui devraient ainsi s'établir à 24 500 tonnes en 2018 contre 23 000 tonnes l'année précédente. Le Conseil national des exportations agricoles justifie ces prévisions par la mise en œuvre de plusieurs stratégies d'augmentation de la productivité et de la qualité des caféiers avec la plantation de 34 000 nouveaux caféiers d'ici 2024 et une meilleure gestion des maladies. En 2016/17, les exportations rwandaises de café se sont élevées à 58,5 M USD ; le secteur emploie environ 400 000 exploitants.

✉ Philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Côte d'Ivoire : 9 Mds USD d'investissements potentiels grâce à la transition énergétique d'ici 2030 selon la Banque mondiale

L'objectif avancé par le ministère ivoirien du Pétrole, de l'Energie et du Développement des énergies renouvelables et la Société financière internationale (SFI), du groupe de la Banque mondiale, dans leur feuille de route commune est d'atteindre 42 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030. Intitulée *Contribution prévue déterminée au niveau national* (CPDN), cette ambition fait suite à l'engagement de la Côte d'Ivoire, pris lors de l'Accord de Paris sur le Climat, de réduire de 28 % ses émissions de gaz à effet de serre sur la période.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 460 Mds FCFA (701,3 M EUR) annoncés pour améliorer la distribution d'électricité**

Le Projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique de Côte d'Ivoire (PRODERCI) prévoit entre autres, la construction de 1 685 km de lignes haute tension, de 11 postes haute tension et l'extension de 15 postes existants. Pour mémoire, selon la Banque mondiale 64,3 % de la population ivoirienne avait accès à l'électricité en 2016 (38 % en zones rurales). En parallèle, la compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) avance un taux de ménages raccordés de 28 %, avec un maximum de 54 % pour la région des Lagunes (où se trouve Abidjan) et un minimum de 10 % dans celle des Montagnes (dont Man est la capitale).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : 5 M USD d'investissements sur deux ans par une entreprise turco-australienne dans le projet aurifère Bouli**

La société australienne Vital Metals a annoncé qu'elle exécutera l'accord conclu en octobre 2017 avec l'entreprise turque Summa pour acquérir 50 % de participation dans le projet aurifère Bouli, contre un investissement de 5 M USD dans l'exploration, sur une durée de 2 ans. Elle aura la possibilité d'acquérir les intérêts de Summa, en échange d'une redevance de 2,5 % sur les revenus bruts. Vital Metals a dépensé 1 M USD ces derniers mois pour réaliser des forages lui permettant d'identifier des zones de haute teneur. Vital Metals détient également le projet Nahouri, au Burkina Faso.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Afrique du Sud : l'Etat ne peut pas faire grand-chose contre l'augmentation importante du prix de l'essence**

L'Etat ne peut pas faire grand-chose contre l'augmentation importante du prix de l'essence qui resterait dans la moyenne mondiale des pays non producteurs. Les taxes sur les carburants ont augmenté plus que l'inflation en avril 2018. L'ANC appelle à une action du gouvernement et envisage le gel des taxes

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : KenGen en recherche de financements pour un projet de centrale solaire à Seven Forks**

La compagnie publique de production d'électricité *KenGen* a annoncé vouloir approcher la Banque mondiale, l'AFD et la KfW pour financer un projet de centrale solaire de 45 MW. La centrale serait située dans le comté d'Embu, à proximité des stations hydroélectriques de *Seven Forks*, ce qui permettrait de réduire les coûts de connexion au réseau national tout en bénéficiant de forts taux d'ensoleillement. Le coût du projet est estimé à 57 M USD, soit plus de deux fois moins que la centrale solaire de Garissa (55 MW, 136 M USD) qui devrait être mise en service dans le courant de cette année.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : signature des *Term Sheet* du projet de centrale hydroélectrique de Sahofika**

Le 5 juillet, le consortium composé d'Eiffage, Themis, Eranove et HIER a procédé avec le ministère de l'Energie et des Hydrocarbures et la Jirama à la signature des *Term-Sheet* relatifs au projet de centrale hydroélectrique de Sahofika. Ceux-ci comportent le sommaire des modalités et conditions qui serviront de support aux négociations futures sur le contrat de concession. La centrale sera dotée d'une puissance de 192 MW, avec une puissance garantie supérieure à 100 MW y compris durant les périodes d'étiage. L'investissement, estimé à 1 Md USD, permettrait d'alimenter 480 000 foyers.

✉ [eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Maurice : inauguration d'une unité de dessalement solaire sur l'île de Rodrigues**

Cet équipement, situé à Caverne Bouteille à proximité de l'aéroport de Plaine-Corail, vient d'être inauguré en présence du chef commissaire de Rodrigues Serge Clair, de l'ambassadrice de l'UE et de l'ambassadeur de France. Ce projet, mis en œuvre par les entreprises françaises Quadran et Mascara, s'inscrit dans le cadre du programme Energies cofinancé à 50 % par l'UE et par le Fonds français pour l'environnement mondial. Il s'agit d'un générateur solaire photovoltaïque alimentant sans batterie une unité de dessalement. Cet équipement pourra fournir jusqu'à 80 m<sup>3</sup> d'eau par jour en alimentation 100 % solaire et 300 m<sup>3</sup> en mode hybride et ce, pour environ 2 400 habitants.

✉ [hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : signature d'un accord de développement nucléaire avec la Russie**

Le Rwanda a signé un mémorandum d'entente relatif à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire avec la *Rosatom*, compagnie nucléaire russe. Cet accord signe le début d'une coopération bilatérale dans le domaine, coopération qui s'appuiera sur (i) le développement d'infrastructures nucléaires, (ii) la mise en place de programmes publics de sensibilisation et d'information sur les technologies nucléaires ainsi que (iii) le rôle des isotopes et des technologies de radiation dans des domaines tels que l'agriculture, la santé ou l'industrie. La prochaine étape sera la mise en place de l'accord intergouvernemental Russie-Rwanda, régissant les relations bilatérales en matière de nucléaire et devrait être suivie par la formation de groupes de travail conjoints.

✉ [Philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:Philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Ethiopie : début des exportations pour le parc industriel de Kombolcha

Les premières exportations en provenance du parc industriel de Kombolcha, inauguré en juillet 2017, ont eu lieu le 30 juin, avec 1 050 sacs de la marque américaine *Micheal Kors* exportés aux Pays-Bas par *Ethiopian Airlines*. L'Ethiopie possède désormais six parcs industriels en fonctionnement (*Addis Industrial Village*, *Eastern Industry Zone*, *Bole Lemi*, *Hawassa*, *Mekele* et *Kombolcha*) ; deux parcs (*Dire Dawa* et *Adama*) devraient être inaugurés en juillet 2018 et quatre sont encore en construction (*Kilinto*, *Bahir Dar*, *Jimma*, *Debre Berhan*). Les secteurs du textile et du cuir ont totalisé 72,5 M USD d'exportations entre juillet 2017 et mai 2018 à partir des parcs industriels (*Eastern* et *Bole Lemi* ont chacun exporté pour plus de 29 M USD ; le parc industriel d'Hawassa pour 14 M USD).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Djibouti : inauguration de la *Djibouti Free Trade Zone*

Le 5 juillet, le Premier ministre éthiopien et les présidents rwandais, somalien, soudanais et djiboutien ont inauguré à Djibouti la *Djibouti Free Trade Zone* (DIFTZ). Dotée d'une superficie de 4 800 hectares pour un investissement global de 3,5 Mds USD, cette zone franche deviendra ainsi la plus grande d'Afrique. Lancé en mars 2016, le projet devrait s'achever en 2028 : à ce jour, 240 hectares ont déjà été construits et 21 entreprises (majoritairement chinoises), qui bénéficieront d'exemption d'impôts sur les sociétés notamment, se sont déjà engagées à s'y installer. Cette zone sera détenue à hauteur de 60 % par l'Autorité djiboutienne des ports et des zones franches, de 30 % pour le *China Merchant Group* (30 %) et de 10 % pour le port chinois de Dalian. Elle atteste de la volonté des autorités djiboutiennes de faire du pays un hub logistique de la sous-région.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Services

### ▼ Cameroun : la gestion du terminal polyvalent du port de Kribi attribué au consortium d'entreprises locales KPMO pour deux ans

Il s'agit d'un contrat de sous-traitance, portant sur l'exploitation en régie de certaines activités du terminal polyvalent du port de Kribi. Ce contrat court sur la période transitoire de recherche d'un opérateur de référence, sélectionné dans le cadre d'un appel d'offres actuellement en cours. Ce contrat intervient après la défaillance constatée de Nécotrans, qui, avec le consortium KPMO, avaient été désignés en août 2015 adjudicataires du contrat de partenariat pour l'exploitation et la maintenance du terminal polyvalent du port de Kribi.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la SOPECO s'adjoint les services de la société de méso-finance COFINA**

La société publique des postes et de l'épargne du Congo (SOPECO) vient de signer un accord de partenariat avec la Compagnie financière africaine (COFINA) en vue de renforcer ses compétences techniques et opérationnelles dans les services dédiés à la population. Cette dernière assurera la formation de ses agents aux outils numériques dans les domaines du transfert de fonds, du paiement des factures d'eau, d'électricité, des frais d'assurance, scolaires, de la distribution express de courriers et l'envoi de colis, y compris à l'international. COFINA est présente au Congo depuis 2017 et opère au Gabon, au Mali, en Côte d'Ivoire et en Guinée.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : hausse de près de 7 % du taux de pénétration téléphonique en 2017**

Selon le rapport 2017 publié par l'Autorité de régulation des télécommunications et de la poste (ARTP) au Niger, le taux de pénétration téléphonique serait passé de 38,6 % en 2016 à 45,5 % en 2017, soit une hausse de 7 %. Néanmoins, le marché de la téléphonie a connu une baisse globale du trafic au cours de la période. Le taux de l'internet mobile est lui passé de 1,4 % à 23,2 % entre 2012 et 2017. Pour rappel, 4 opérateurs de téléphonie opèrent au Niger, à savoir : Airtel (50 % du marché mobile en 2016), Orange (30 %), Moov (12 %) et Niger Télécom (8 %).

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : lancement officiel des travaux de construction de l'hôtel présidentiel Radisson Blu de Niamey**

Ce projet est réalisé dans le cadre de l'organisation de la 33<sup>ème</sup> Conférence du sommet de l'Union africaine prévue à Niamey en juillet 2019. D'un coût d'environ 30 Mds FCFA (45,7 M EUR), les travaux sont financés et réalisés par la société turque Summa. Il est prévu qu'ils soient terminés en avril 2019. L'hôtel sera un complexe 5 étoiles de 17 niveaux, sur une superficie de 21 000 m<sup>2</sup>, avec une capacité de 190 chambres. Les travaux, lancés en avril dernier, ont atteint, à ce jour, un taux de réalisation de 10 %.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Tanzanie : lancement d'un nouvel opérateur téléphonique par Bakhresa**

A travers *Azam Telecom*, filiale du groupe Bakhresa, le multimillionnaire tanzanien Said Bakhresa s'apprête à lancer un opérateur de téléphonie 4G dans les prochains mois, après avoir remporté pour 10 M USD, une bande de 700MHz attribuée par la *Tanzania Communications Regulatory Authority*. *Bakhresa Group* est l'un des plus grands conglomérats industriels en Tanzanie. Il opère notamment dans l'agroalimentaire, les boissons, la logistique, les médias, le négoce du pétrole, le recyclage et l'emballage.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Ouganda : Shoprite étend sa présence

Le distributeur sud-africain *Shoprite*, leader du marché de la distribution alimentaire en Afrique avec une présence dans 15 pays, poursuit son développement en Ouganda. Depuis son implantation en 2000, *Shoprite* n'avait à son actif que deux points de vente. Toutefois, au cours des six derniers mois, il a profité des problèmes de liquidité du distributeur kenyan Nakumatt pour reprendre la gestion de trois points de vente supplémentaires à Kampala et à Entebbe.

📧 [hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr](mailto:hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Cameroun : Philippe Wattecamps, nouveau Directeur général de la BICEC

Philippe Wattecamps prendra ses fonctions en tant que nouveau directeur de l'institution (filiale du groupe BPCE) à compter du 1<sup>er</sup> septembre. Il a été présenté le 5 juillet dernier par son prédécesseur, Alain Ripert.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : Salon international du coton et du textile (SICT 2018) du 27 au 29 septembre 2018 à Koudougou

Le SICT 2018 sera sous le thème *La transformation intégrée du coton, facteur de création d'emplois et de richesses*. Selon la directrice de l'Agence burkinabè des investissements (ABI), Bintou Diallo, l'objectif est de "créer en Afrique et singulièrement au Burkina Faso, un cadre permanent de discussion des experts mondiaux sur la transformation du coton ainsi que la création d'un espace d'affaires pour des investisseurs potentiels dans le secteur". Plus de 1 000 visiteurs professionnels sont attendus.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bottom-up africain sur la diversité ! ...

Alors que se tiendra à la rentrée prochaine le deuxième sommet de l'initiative Women in Africa au Maroc, les entreprises prennent conscience de la nécessité d'ouvrir davantage l'intégration aux femmes notamment en Afrique. Cependant, l'accès à l'emploi reste affecté autant par certaines lois discriminantes, que par des inégalités persistantes dans l'enseignement. Ces défis amènent entreprises et associations à multiplier les initiatives visant les femmes africaines qui représentant une part importante d'un marché à très haut potentiel ...

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

